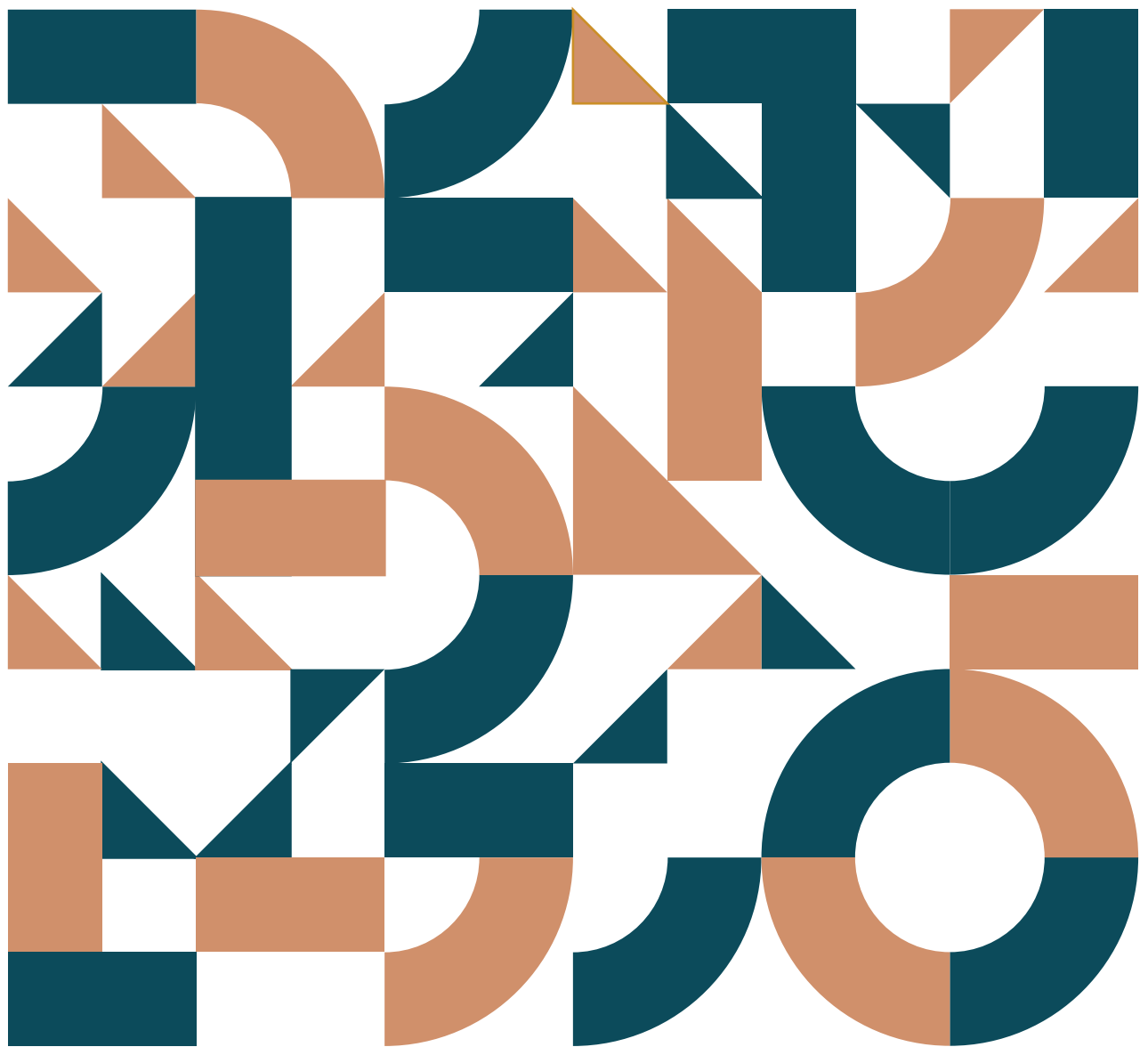


Géopolitique : **introduction** **méthodologique**

NOTE DE TRAVAIL - DÉCEMBRE 2022



Géopolitique : introduction méthodologique

AUTEUR
GRAZIANO MANLIO

45, RUE D'ULM 75005 PARIS
LEGRANDCONTINENT.EU
GEG@ENS.FR

POUR CITER LA NOTE
GRAZIANO MANLIO, GÉOPOLITIQUE : INTRODUCTION MÉTHODO-
LOGIQUE, NOTE DE TRAVAIL, DÉCEMBRE 2022.

Géopolitique : introduction méthodologique

GRAZIANO MANLIO • PROFESSEUR
DE GÉOPOLITIQUE ET DE
GÉOPOLITIQUE DES RELIGIONS,
SCIENCES PO, GENEVA
INSTITUTE OF GEOPOLITICAL
STUDIES

NOTE DE TRAVAIL - DÉCEMBRE 2022
3

La géopolitique, au sens où nous avons l'intention de nous en servir, est un outil analytique¹. Son propos est celui d'utiliser les données factuelles de la réalité et de les placer au centre de l'enquête politique, en les agençant dans un ordre susceptible de les rendre significatives. Le but étant d'offrir - du moins telle est l'ambition - une clef pour mieux comprendre comment fonctionne le monde dans lequel nous vivons ; or mieux comprendre ce monde est la condition nécessaire (mais pas suffisante) pour le changer. Il n'est pas certain que d'une analyse correcte de la situation découle le succès d'une politique ; il est en revanche certain que d'une mauvaise analyse - ou pire encore : d'une analyse mensongère - ne peut découler que l'échec d'une politique.

Utiliser la géopolitique signifie, essentiellement, étudier la politique à travers l'analyse de ses contraintes. Par contraintes, nous entendons les limites (également appelées facteurs contraignants) que la réalité impose aux différents intérêts et aux différents acteurs politiques. En d'autres termes, la géopolitique identifie les limites de l'action, c'est-à-dire les obstacles qui se trouvent entre la volonté et la réalisation de la volonté. Dit autrement, il s'agit d'analyser ce qu'il est possible et impossible de faire ou, mieux encore, ce qu'il est impossible de faire sans se nuire sans raison.

La ligne d'évolution entre la géopolitique "classique" et la géopolitique contemporaine peut être schématiquement résumée en ces termes : selon les "pères fondateurs" de la géopolitique, la géographie représentait la contrainte par excellence, la précondition non-négociable de toute action politique. Dans la géopolitique contemporaine, les contraintes essentielles - c'est-à-dire les préconditions non-négociables que les acteurs politiques doivent nécessairement prendre en compte - sont nombreuses : la géographie, certes, mais aussi l'économie, la démographie, la puissance militaire, les infrastructures, les institutions, les alliances, l'héritage historique, les traditions, la psychologie sociale, l'idéologie, la religion, etc. Comme l'indiquait justement l'académicien américain d'origine néerlandaise Nicholas Spykman, « c'est leur action et réaction

1 — Alors que la notion est sur toutes les lèvres, le Groupe d'études géopolitiques inaugure une série de publications de haut niveau dans lesquelles des universitaires proposent des approches techniques mais claires du domaine de la géopolitique. Cette introduction méthodologique en est la première contribution.

simultanées qui créent le phénomène complexe connu sous le nom de “politique étrangère” »².

Selon Spykman, la difficile tâche des sciences sociales consiste précisément à trouver « dans l'énorme masse de matériel historique, des corrélations entre les facteurs contraignants et les typologies de politique étrangère ». La difficulté majeure est due au fait que ces facteurs sont différents pour chaque pays; leur poids est toujours différent, ainsi que la façon dont ils se combinent en fonction du temps et de l'espace. Seule leur relation mutuelle - leur combinaison - peut nous aider à donner du sens à l'objet qu'on étudie et à émettre des hypothèses raisonnables sur les causes qui ont fait d'un objet ce qu'il est et ce qu'il pourrait devenir dans un avenir proche.

Qui veut adopter une approche géopolitique doit placer le phénomène étudié dans sa profondeur historique, ou essayer d'identifier les éléments de continuité avec le passé. Dans un certain sens, la continuité et la discontinuité sont le squelette de la vie politique ; les différents facteurs contraignants sont la peau et le sang.

La profondeur historique est ce que Fernand Braudel appelle la “longue durée” : les structures historiques de long terme sont caractérisées par une évolution très lente, presque imperceptible, et parfois souterraine³. Il s'agit de phénomènes historiques qui peuvent paraître suspendus dans le passé, mais qui sont capables de réémerger après des dizaines, des centaines ou même des milliers d'années. Par exemple, il est surprenant de noter la distribution spatiale des empires Ottoman (musulman sunnite), Safavide (musulman chiite) et Moghol (musulman sunnite) au seizième siècle, et comment le même espace géographique fut divisé, de manière très similaire, entre des empires d'un millier d'années plus vieux, aux caractéristiques culturelles est politiques très différentes : les empires Byzantin (chrétien orthodoxe), Sassanide (zoroastrien) et Gupta (hindouiste et bouddhiste).

Mais la “longue durée” n'est pas une fatalité. L'histoire se fait aussi à travers des continuités qui s'interrompent (dans lesquelles des éléments de fragilité, réminiscences du passé peuvent continuer à exister). L'histoire allemande est un bon exemple : quand le Congrès de Vienne unit le Royaume de Prusse - aristocratique, militaire, protestant et orienté vers l'est - avec la Rhénanie - région bourgeoise, commerçante, catholique et aux racines carolingiennes - un mélange improbable prend miraculeusement, qui se distilla pendant cinquante-six années jusqu'à l'émergence de l'Empire Allemand. Le long (mais fructueux) processus de définition d'un intérêt national changea l'apparente incompatibilité des deux régions en complémentarité (même si des fragilités intérieures persistaient). Selon l'opinion de certains, la division de l'Allemagne après la deuxième guerre mondiale en République fédérale, République démocratique et Autriche ramena le pays à ses véritables identités géopolitiques :

2 — Spykman, “Geography and Foreign Policy, I”, *The American Political Science Review*, Volume 32, n. 1, February 1938, pp. 28-50.

3 — Fernand Braudel, “La longue durée”, *Annales : Économies, Sociétés, Civilisations*, an XIII, n. 4, octobre-décembre 1958, pp. 725-753.

une nouvelle frontière séparait l'Allemagne catholique et carolingienne de l'Allemagne protestante et prussienne, tout en reconnaissant que les terres des Habsbourg étaient historiquement étrangères au mythe pan-germanique⁴. Théorie plausible et certainement séduisante; mais ce retour à la supposée matrice géopolitique originelle n'empêcha pas l'énième rupture de 1989, qui signala la réémergence d'une autre continuité, bien que beaucoup plus récente : celle d'une Allemagne unifiée. Les continuités et ruptures de continuité, ainsi que leur succession et croisements, ne peuvent pas être ignorées.

L'une des nombreuses accusations que l'on porte contre la géopolitique est qu'elle serait trop fataliste et déterministe, du fait de mettre l'accent sur l'importance de facteurs préexistants. Selon les partisans du « libre arbitre », représenter la politique comme quelque chose qui dépend d'une série de circonstances existantes revient à ignorer le rôle des êtres humains dans la construction de leur propre destin. C'est exactement le contraire : ce n'est qu'en reconnaissant, en évaluant et en étudiant les circonstances matérielles et psychologiques, et en les reliant les unes aux autres, que l'être humain prend véritablement conscience de la réalité dans laquelle il vit et peut aspirer à devenir l'artisan de son propre destin. En paraphrasant Hegel, on peut dire que la liberté est la conscience de la nécessité.

L'unité allemande de 1871 a représenté une transformation décisive des relations inter-européennes : une Allemagne unifiée au cœur de l'Europe, assez forte pour faire pression sur ses voisins, entraîna la formation de coalitions hostiles. Si les leaders politiques en Allemagne - aujourd'hui comme en 1914 ou 1939 - négligeaient ce facteur contraignant crucial au nom du « libre arbitre », ils exposeraient le pays, le reste du continent et le monde entier au risque d'un conflit généralisé. À partir de 1949, l'histoire politique allemande a été dominée par la conscience que le pays devait diluer sa puissance dans une plus grande unité politique, dirigée, si possible, par d'autres (l'OTAN, sous la direction américaine ou la Communauté européenne à direction française). La conscience de cette nécessité et de cette contrainte, parfois désagréable et coûteuse, a permis à l'Allemagne de retourner progressivement à être l'un des pays les plus prospères du monde.

Dans le monde réel, les conditions dans lesquelles les dirigeants politiques agissent sont largement prédéterminées, alors que leur capacité à déterminer ces conditions est limitée. Harm De Blij, en parlant des conditions prédéterminées qui définissent chaque individu dès sa naissance (langue, religion, nourriture, santé, éducation, comportement, traditions), et donc sa volonté, parle de « géographie cumulée »⁵.

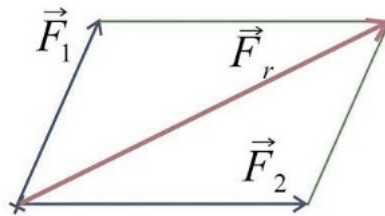
Dans le monde réel, toute volonté (non seulement politique) subit des déviations par rapport à sa direction initiale chaque fois qu'elle fait face à un obstacle

4 — Cette théorie est soutenue par Saul B. Cohen, qui estime que « la zone frontalière qui sépare l'Est de l'Ouest de l'Allemagne » était la même qui séparait les tribus franques des tribus slaves au Moyen âge. (*Geography and Politics in a World Divided*, New York, Random House, 1963, p. 79).

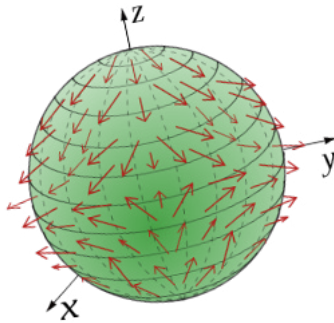
5 — Harm De Blij, *The Power of Place: Geography, Destiny, and Globalization's Rough Landscape*, Oxford-New York, Oxford University Press, 2009, p. 3.

ou rencontre une autre volonté. Quand on organise un pique-nique ou une sortie au ski, on peut décider, au nom du libre arbitre, de ne pas se laisser conditionner par le facteur «prévisions météorologiques». Mais s'il pleut où on veut pique-niquer ou s'il n'a pas neigé à la montagne, on ne sera libre ni de skier, ni de faire notre pique-nique.

La même chose survient en politique, qui est une relation entre force inégales : du moment que chaque force, c'est-à-dire chaque intérêt ou libre arbitre est modifié par la rencontre ou l'affrontement avec d'autres forces au poids différent, le résultat final de cette relation sera toujours autre par rapport à sa direction initiale. En d'autres mots, la volonté politique est toujours modifiée par la rencontre d'autres volontés politiques. Mutatis mutandis, cela ne diffère pas trop de la physique, où la force est un vecteur quantité qui a sa propre direction mais qui, quand il entre en contact avec d'autres vecteurs aux directions différentes, subit une modification de sa direction initiale. Comme le montre l'illustration, F_r est la somme de deux forces F_1 et F_2 , et sa direction n'est ni celle de F_1 ni celle de F_2 :



Naturellement, dans la vie réelle, et en particulier en politique, les forces qui entrent en contact sont si nombreuses que la représentation graphique la plus satisfaisante serait celle du vecteur sur une sphère :



Le vecteur déterminé par la rencontre ou l'affrontement (somme ou différence) de plusieurs forces n'ira jamais dans la direction désirée par une seule des dites forces. À la fin de la Deuxième Guerre mondiale, les États-Unis - malgré le fait qu'ils produisaient, seuls, la moitié des biens en circulation sur la planète, qu'ils détenaient les deux tiers des réserves globales d'or, qu'ils dominaient les marchés financiers et qu'ils avaient le monopole nucléaire - ne réussirent pas à forger le monde nouveau comme ils l'auraient voulu. D'autres forces sur le vecteur international, même si beaucoup plus faibles, suffisaient à modifier la trajectoire de leur volonté. De plus, le même mécanisme était à l'œuvre dans le processus de détermination interne de la politique extérieure des États-Unis, en rendant le résultat final encore moins cohérent et linéaire.

Cette représentation des relations entre intérêts révèle, entre autres, qu'il n'existe pas de "grand plan secret" pour diriger les affaires mondiales. Si toute

volonté politique est, inévitablement, “détournée” de son intention originelle quand elle rencontre d’autres volontés politiques, alors les « Sages de Sion », les « Illuminati » ou les « deux cents familles » - ou tout autre pouvoir réel ou imaginaire - n’ont aucune chance de diriger les événements politiques. Cela ne va pas, toutefois, convaincre ceux qui croient aux conspirations, comme ils ne peuvent être convaincus de rien d’autre que de ce qu’ils croient déjà – qui-conque tenterait de les convaincre du contraire deviendrait d’ailleurs automatiquement de la conspiration.

“On souffre tous à cause de l’histoire”, écrivait l’historien américain Richard Hofstadter, “mais le paranoïaque souffre deux fois car il est affligé non seulement par le monde réel, comme le reste d’entre nous, mais aussi par ses fantasmes”⁶. Donc, “le reste d’entre nous” se doit d’ignorer les fantasmes et de se concentrer à la difficile tâche d’évaluer les poids respectifs des facteurs contraignants et la façon dont ils agissent et réagissent entre eux dans le champ des forces si particulier qui est la politique.

Tout joueur d’échecs sait que chaque mouvement de pièces sur l’échiquier offre des possibilités quasi illimitées pour les mouvements suivants. Les relations internationales sont comme un jeu d’échec colossal avec beaucoup plus de règles, et beaucoup plus compliquées - des règles qui peuvent changer au cours de la partie, avec plusieurs joueurs sur l’échiquier et avec des pièces qui changent de valeur en fonction de qui et quand on les joue. Pour augmenter la confusion, tout le monde joue en même temps, sans attendre son tour.

Non seulement les États jouent sur cet échiquier gigantesque, mais également tout autre acteur politique au poids différent et variable, chacun poussé par ses différents et variables intérêts (ou “volontés politiques”). Si on veut définir les zones de relation, de médiation et de conflit entre les différents intérêts, il faut d’abord apprendre à les reconnaître et à évaluer leur poids.

Il ne s’agit pas d’une tâche simple : parfois les intérêts peuvent être clairs, explicites et revendiqués comme tels, mais le plus souvent ils ne sont pas visibles dans l’immédiat, soit parce qu’ils sont cachés, intentionnellement, derrière un écran idéologique, soit parce que ceux qui sont directement frappés n’en comprennent pas la vraie nature. Des exemples du premier cas peuvent être des industriels qui demandent des taxes ou des droits de douane contre des concurrents étrangers, des petits commerçants qui demandent protection contre la grande distribution, des épargnants qui réclament des taux d’intérêt plus élevés et des investisseurs qui veulent les rabaisser, etc. Les intérêts cachés, quant à eux, sont revêtus d’un déguisement idéologique pour pouvoir les faire passer pour les intérêts de l’ensemble de la société, et pas seulement d’une partie. C’est le cas, par exemple, de l’industriel qui, pour se protéger de ses concurrents étrangers, lance une campagne contre la mauvaise qualité ou la nocivité supposée des produits concurrents, ou contre le *dumping* social ou écologique allégué. Un autre exemple serait le petit commerçant qui se targue d’une meilleure qualité que ce que proposent les grandes chaînes de distribution ainsi

6 — Richard Hofstadter, *The Paranoid Style in American Politics and Other Essays*, New York, First Vintage Books, 2008, p. 40 (première éd. New York, Random House, 1965).

que de l'importance des relations personnelles avec les clients.

Dans l'arène politique, les intérêts normalement réels n'apparaissent pas pour ceux qu'ils sont, parce que, en tant que tels, ils ne sont pas suffisamment attirants pour mobiliser des secteurs de la société afin de les imposer contre d'autres intérêts. La même chose a lieu dans la politique internationale, dans laquelle chaque pays cherche à mobiliser les citoyens de son pays et d'autres pays (ou l'opinion publique mondiale) en faveur de son intérêt national, sans le nommer explicitement. C'est pourquoi, par exemple, toutes les guerres ont pour justification des raisons très honorables : pour la civilisation, pour la liberté, contre l'oppression, contre le terrorisme, etc. Pratiquement tous les actes de politique internationale, et pas seulement en temps de guerre, sont déformés par des motivations idéologiques. Un défi majeur pour ceux qui s'occupent de géopolitique est précisément d'éviter d'être victimes des idéologies, en découvrant les véritables mobiles des actions politiques (c'est-à-dire les intérêts en jeu).

Enfin, les intérêts peuvent être "non conscients", également dissimulés, mais principalement parce que leur nature est obscure même pour ceux qu'ils concernent - comme c'est souvent le cas pour la détresse psychologique de masse. Lorsque les causes de cette détresse sont inconnues même à ceux qu'elles concernent, ces derniers sont enclins à chercher des explications faciles et des boucs émissaires. L'appréhension des électeurs britanniques face aux inconnues d'un avenir proche les a amenés à s'en prendre à l'Union européenne, mais le résultat est qu'ils n'ont réussi qu'à rendre leur avenir encore plus sombre et incertain. Dans de nombreuses régions du monde, la confusion s'est répandue comme une traînée de poudre parmi des électeurs déjà inquiets de changements rapides et désordonnés, avec un effet politique dévastateur. Ces « intérêts non conscients » méritent eux aussi une attention particulière de la part des géopoliticiens.

La "géopolitique moderne" a hérité du nom de la discipline qui l'a précédée, non pas en hommage au rôle de la géographie dans la définition des choix politiques des États, mais avant tout parce qu'elle reconnaît que les choix des acteurs politiques, et leurs relations, sont affectés par des facteurs contraignants - c'est à dire des conditions objectives qui existent avant toute intervention subjective, et qui doivent être prises en considération si on veut éviter d'être écrasé par la réalité.

Le premier à donner de la substance à la transition entre la "géopolitique classique" et la "géopolitique moderne" a été Nicholas Spykman (1893-1943). Même s'il est encore attaché à certains dogmes de la "géopolitique classique" - l'importance réservée à la géographie et le rôle de l'État en tant qu'acteur exclusif des relations internationales -, Spykman insiste sur le fait qu'une multiplicité d'autres facteurs exercent une influence sur les choix politiques. Le déterminisme géographique, écrit-il, prétend expliquer "absolument tout, de la quatrième symphonie à la quatrième dimension", mais en réalité il "dessine une image aussi déformée qu'une explication sans aucune référence à la géographie".

On ne peut pas analyser des actions politiques sans prendre en compte les facteurs qui les déterminent, et ces facteurs

sont permanent ou temporaires, évidents ou cachés; ils comprennent, en plus du

*facteur géographique, la densité de la population, la structure de l'économie, la composition ethnique de la population, le mode de gouvernement, et les complexes et les préjugés mesquins des ministres des Affaires étrangères ; et c'est leur action et réaction simultanées qui crée ce phénomène complexe que l'on appelle "politique étrangère".*⁷

La contribution de Spykman à la géopolitique est particulièrement conséquente : la politique internationale est un "phénomène complexe" qui dépend de "l'action et [de la] réaction simultanées" d'une longue série de facteurs, qui peuvent inclure jusqu'aux préjugés des ministres (facteur qui, soit dit en passant, est devenu de plus en plus important). L'analyse géopolitique se doit donc d'identifier et de mesurer tous ces facteurs, et d'examiner leurs relations. Et elle doit faire cela sans être distraite par des considérations morales ou, pire, idéologiques.

Spykman était totalement étranger à l'idée, courante aux États-Unis, «que la question du pouvoir dans le monde international ne doit être abordé qu'en termes de condamnation morale» ; et ce, parce que la clef de la confrontation internationale est la force : «Les idéaux et les visions politiques qui ne sont pas supportées par la force semblent avoir peu de chances de survie⁸.» Par conséquent, «l'amélioration de la position de puissance relative devient l'objectif premier de la politique intérieure et extérieure des États. Tout le reste est secondaire⁹.» Sa vision sur le rôle des valeurs et de la morale en politique est très claire (et assez proche de celle de son contemporain allemand Carl Schmitt):

L'homme d'État en charge de la politique étrangère ne doit se préoccuper des valeurs de justice, d'équité et de tolérance que dans la mesure où elles contribuent aux objectifs du pouvoir, ou n'interfèrent pas avec ceux-ci. Elles peuvent être utilisées de manière instrumentale comme justification morale de la recherche du pouvoir, mais elles doivent être rejetées dès que leur application affaiblit cette recherche. La conquête du pouvoir ne sert pas à la réalisation des valeurs morales ; les valeurs morales servent à faciliter la conquête du pouvoir¹⁰.

Spykman est également clair quant au rôle des alliances :

Il n'y a pas beaucoup d'exemples dans l'histoire qui montrent des États grands et puissants établissant des alliances et des organisations pour limiter leur propre force. Les États sont toujours engagés dans la limitation de la force d'un autre État. La vérité est que les États ne sont intéressés que par un équilibre qui leur est

7 — Nicholas J. Spykman, "Geography and Foreign Policy, I", *The American Political Science Review*, Vol. 32, n. 1, February 1938, pp. 28-50.

8 — Nicholas J. Spykman, "Geography and Foreign Policy, I", *The American Political Science Review*, Vol. 32, n. 1, February 1938, pp. 28-50.

9 — Nicholas J. Spykman, *America's Strategy in World Politics: The United States and the Balance of Power*, New York, Harcourt, Brace & Co., 1942, p. 18.

10 — Ibidem.

favorable¹¹.

... et quant à la “sécurité collective” :

Tout système viable de sécurité collective doit reposer sur le soutien des grandes puissances qui, seules, ont les moyens de le faire respecter. Elles le feront en fonction de leur propre sécurité et de leur indépendance. Les garanties de protection accordées aux petits États dépendent donc moins de l'existence d'une obligation “collective” abstraite que du calcul séparé par chacune des grandes puissances de son propre intérêt national¹².

On ne peut pas accuser Spykman de cynisme à moins que l'on refuse de voir à quel point la réalité politique est plus cynique que toute tentative de la représenter.

La tentation de systématiser et de simplifier une réalité complexe est compréhensible, mais l'analyste géopolitique doit faire tout son possible pour l'éviter. Si l'on veut vraiment comprendre la richesse des relations internationales, il faut donner plus de poids au complexe qu'au simple, au contradictoire qu'au linéaire, à ce qui change qu'à ce qui ne change pas ; mieux encore, il faut insister précisément sur ces relations : relations entre le simple et le complexe, le linéaire et le contradictoire, l'immuable et ce qui se transforme.

Les relations entre puissances sont toujours en mouvement. À partir du moment où le “piège de Thucydide” devient une locution à la mode, tout le monde le sait; mais cela était vrai aussi avant. Pour l'analyste géopolitique, la question n'est pas de le savoir, mais de savoir pourquoi, de savoir quels sont les mécanismes de la transformation des rapports de force entre les puissances.

*Dans son livre de 1987 - *The Rise and Fall of the Great Powers* -, l'historien Paul Kennedy avançait une hypothèse quant à la cause principale de ces inévitables fluctuations historiques. «Les témoignages du passé sont presque toujours trop variés pour qu'il soit possible d'isoler une “seule” et “unique” raison de l'essor et du déclin de chaque puissance». Toutefois, il suggéra qu'un certain nombre de conclusions générales pouvaient être tirées de l'histoire des cinq derniers siècles. La première étant qu'il est possible de détecter une relation de causalité entre les changements qui se sont produits au fil du temps dans les équilibres économiques et productifs généraux et la position occupée par les différentes puissances dans le système international... De la même façon, les données historiques suggèrent l'existence d'un lien très clair à long terme entre, d'une part, l'ascension et le déclin économiques d'une grande puissance et, d'autre part, sa croissance et son déclin en tant que grande puissance militaire¹³.*

Pour faire simple : les transformations au niveau économique finissent, sur le long terme, par se traduire au niveau politique. Si l'on considère l'expansion économique de l'Asie au cours des dernières décennies du XXe siècle et des

11 — Ibidem, p. 21.

12 — *The Geography of the Peace*, cit., p. 4.

13 — Paul Kennedy, *The Rise and Fall of the Great Powers. Economic Change and Military Conflict from 1500 to 2000*, New York, Random House, 1987, pp. XXIV, XXV.

premières décennies du XXIe, on comprend immédiatement en quoi consiste la variation de «la position occupée par les différentes puissances dans le système international».

La relation entre la transformation de poids économique et la transformation de poids politique - *le shift of power* - présente deux aspects essentiels. Le premier réside dans la quantité de pouvoir politique intrinsèquement contenue dans le pouvoir économique : celui qui détient le pouvoir économique dispose d'un levier important de persuasion, voire de menace et de chantage, qui lui permet de négocier à partir de positions de force et, souvent, d'obtenir ce qu'il veut. Le second concerne plus spécifiquement les puissances individuelles au sein du système international et la transformation de leurs relations : lorsque la force économique d'un pays s'accroît, son intégration dans le marché mondial s'intensifie inévitablement, au point de réclamer un rôle de plus en plus important dans la définition des règles politiques ; les règles ayant été établies alors que ce pays n'était pas encore assez fort, l'exigence de changement concernera donc non seulement les règles mais aussi l'ensemble de l'ordre politique qui les a produites, afin de l'adapter à la nouvelle réalité et à ses nouveaux protagonistes.

Le facteur décisif dans la relation entre les puissances est donc le déplacement des «équilibres économiques et productifs généraux», mais seulement - il est bon de le répéter - sur *le long terme*. S'il y avait une relation mécanique et directe entre les équilibres économiques et politiques, les relations internationales pourraient être analysées simplement en mesurant et en comparant une série d'indicateurs économiques, et la géopolitique, entre autres, ne servirait à rien. Il n'est pas vrai qu'une force économique x correspond à une force politique x , et qu'une force économique y correspond à une force politique y . Cela ne peut pas être vrai du moment que, comme on l'a vu, plusieurs facteurs contribuent à la détermination d'une politique : de la géographie au hasard, pour ne pas mentionner la démographie, l'histoire, le droit, l'idéologie, la psychologie sociale, la personnalité des leaders politiques, etc.

Ces facteurs ne peuvent être ignorés. Au début de la troisième décennie du XXe siècle, la Chine était considérée comme le principal rival stratégique des États-Unis et le premier candidat à sa succession comme première puissance mondiale. Toutefois, en termes de revenu par habitant, d'armements, d'importance monétaire et financière, de démographie, d'immigration, de liberté scientifique, d'esprit d'initiative, ainsi que de créativité, d'environnement, de corruption, d'état de droit, de légitimité, de *soft power*, de projection globale, d'influence internationale et d'alliances, la distance entre la Chine et les États-Unis était encore immense. On voit donc qu'il n'est pas suffisant de connaître les poids économiques respectifs pour définir la relation entre les puissances. Et pourtant, ce facteur peut être considéré comme la cause *ultime* du *shift of power*. La cause ultime de l'hystérie anti-japonaise qui vit le jour aux États-Unis dans les années 1980 était le fait que, en 1960, le produit (nominal) américain était douze fois supérieur au produit japonais et, en 1990, moins de deux fois... Pendant la présidence Reagan (1981-1989), un sondage révéla que « le Japon avait remplacé l'Union Soviétique en tant que menace principale perçue par

les États-Unis¹⁴. » Dans les deux premières décennies du XXI^e siècle, la Chine est devenu un rival stratégique des États-Unis et le premier candidat à sa « succession » parce que, entre 1960 et 2020 l'économie américaine s'est multipliée par 5,5 fois, tandis que l'économie chinoise s'est multipliée, pendant la même période, par 92. En d'autres termes, en 1960, l'économie américaine était l'équivalent de 22 Chines, alors qu'en 2020, elle ne « pèse » que 1,3 Chine. La raison substantielle de l'hystérie anti-chinoise américaine peut être résumée par ce simple basculement : dans le classement *Fortune 500* de l'an 2000, on comptait 179 entreprises américaines et 10 chinoises ; dans celui de 2021, les entreprises chinoises étaient 135 face aux 122 américaines.

Ce basculement ne rend pas seulement plus étroite la marge d'expansion économique des États-Unis mais, finalement, elle détermine aussi un rétrécissement de ses marges d'action politique, en raison du phénomène d'overstretching, de surextension, un phénomène qui est à l'origine de la chute de plusieurs grands empires. Kennedy expliqua ainsi ce phénomène :

la somme totale des intérêts et des obligations des États-Unis dans le monde est aujourd'hui bien plus importante que la capacité du pays de les défendre simultanément.

Cela veut dire que l'ensemble des intérêts et des obligations que les États-Unis pouvaient se permettre de défendre avec un PIB de 3 460 milliards de dollars en 1960, ne pouvait pas être défendu en 1986 avec un PIB de 8 600 milliards, et encore moins aujourd'hui malgré un PIB qui avoisine les 20 000 milliards. Ce paradoxe n'est qu'apparent : tandis que le PIB américain en 1960 était presque la moitié (46,7%) de celui du reste du monde, en 2020 le ratio est descendu à moins d'un tiers (30,8%).

Le développement des pays à des rythmes différents porte à l'érosion inévitable de l'ordre mondial, jusqu'à ce que la puissance hégémonique cesse de l'être, puisque d'autres puissances se sont développées plus rapidement et ont comblé une grande partie de la distance qui les séparait. Le shift of power est un processus continu, mais certains événements dramatiques marquent des ruptures: l'«ordre de Vienne» a été définitivement dépassé par l'unification allemande de 1871, et l'«ordre de Yalta» par la chute du Mur de Berlin et par la dissolution de l'URSS.

La «loi générale», encore une fois, a été énoncé par Nicholas Spykman:

Le domaine de la politique internationale est comme un champ de forces comparable à un champ magnétique. À tout moment, certaines grandes puissances opèrent dans ce champ comme des pôles. Un changement dans la force relative des pôles ou l'émergence de nouveaux pôles modifiera le champ et déplacera les lignes de force¹⁵.

14 — Michael Heale, "Anatomy of a Scare: Yellow Peril Politics in America, 1980–1993," *Journal of American Studies*, vol. 43, n. 1, April 2009, pp. 19-47.

15 — Nicholas J. Spykman, Abbie A. Rollins "Geographic Objectives in Foreign Policy I," *The American Political Science Review*, vol. 33, n. 3, June 1939, pp. 391-410.

La géopolitique du XX^{ème} siècle aura comme objet d'analyse constante ce changement des « lignes de force » et ses conséquences politiques.

Une règle d'or que devraient suivre ceux qui entreprennent l'étude de la géopolitique est d'effacer de leur grammaire la première personne du singulier, pour éviter d'être distraits par un sentiment d'appartenance incompatible avec l'analyse. Le chercheur devrait se "dénationaliser", au moins pendant la période qu'il consacre à son étude ; ce qui implique : 1) de se dépouiller des convictions, des passions et des traditions qui le lient à sa propre patrie, région, ville, parti politique, etc. ; 2) de prendre une distance critique vis-à-vis de sa propre patrie et de l'observer de l'extérieur. Réciproquement, lorsqu'il s'agit de l'analyse d'un pays étranger, le chercheur devrait s'efforcer d'en assumer le point de vue, d'en comprendre de l'intérieur l'histoire et la mentalité, mais aussi de comprendre où se situent ses intérêts fondamentaux, c'est-à-dire ce que ce pays serait disposé à faire (ou à éviter de faire) pour les promouvoir et les défendre, et par quels facteurs contraignants son action est limitée. Comme le déclara Winston Churchill à la Chambre des communes, «il ne fait aucun doute qu'essayer de se mettre à la place de la partie adverse afin de se représenter l'aspect qu'ont les choses à ses yeux est un moyen, et peut-être le meilleur, de se faire quelque image du mystère de l'avenir et d'en scruter vaguement l'aspect¹⁶.»

L'objectivité n'est pas de ce monde, nous rappelle-t-on avec insistance. Cela est vrai, mais cette affirmation est souvent une excuse pour faire sans scrupules de l'analyse un outil de propagande partisane. Pour ceux qui étudient la géopolitique, le fait de savoir que l'objectivité n'est pas de ce monde signifie le contraire : s'efforcer de tendre au maximum toutes leurs énergies dans la tentative d'être objectif, précisément parce qu'ils sont pleinement conscients qu'ils n'y parviendront jamais. De la même manière, ils devront toujours essayer d'offrir la représentation la plus exacte possible de la réalité précisément parce qu'ils savent que tout résultat, même le meilleur, ne peut jamais être qu'une approximation ; mais plus cette approximation s'approchera de la réalité, plus elle sera utile pour s'orienter dans le présent et «scruter vaguement le mystère de l'avenir». Le physicien Carlo Rovelli affirme que même la perception du temps est une approximation ; mais cela ne nous empêche pas d'arriver à l'heure aux rendez-vous, ni d'être à la gare au moment où notre train va partir. Compte tenu du nombre de facteurs en jeu, de leurs poids différents et constamment en transformation, et des différentes manières dont ils entrent en relation les uns avec les autres, il est clair qu'il ne peut y avoir une seule perspective géopolitique, une seule façon de comprendre celle-ci et de la pratiquer. Contrairement à deux mathématiciens, deux géopoliticiens tireront presque certainement deux conclusions différentes de leurs analyses.

Chaque chercheur a une vision personnelle de ses propres outils de travail ; on pourrait dire que, tant qu'elles ne sont pas perverties par des intentions idéologiques et de propagande, toutes les applications de la géopolitique sont également légitimes. Cela, cependant, n'implique pas qu'elles soient toutes aussi efficaces. En effet, l'efficacité de l'analyse géopolitique ne se mesure pas

à sa légitimité mais à sa plausibilité et donc à son utilité. Un instrument est efficace s'il permet d'atteindre le but pour lequel il a été créé ; et le but de la géopolitique est de fournir les clés pour essayer d'expliquer les événements politiques. Par conséquent, la géopolitique n'existe pas au singulier ; il existe de nombreuses géopolitiques et leur seul critère de validité est la vérification sur le terrain : si leurs analyses nous permettent ou non de mieux appréhender la réalité.

Le domaine de recherche étant la politique internationale, c'est-à-dire le terrain où se rencontrent, et surtout où s'affrontent, des intérêts colossaux, il est très peu probable qu'une analyse sérieuse et dépassionnée puisse dégager des résultats qui satisfassent nos conceptions de l'esthétique et de la morale. La recommandation que fait Machiavel au Prince de

ne pas craindre d'imputer certains défauts sans lesquels il lui serait difficile de sauver l'État ; car, à bien examiner les choses, on trouve que, comme il y a certaines qualités qui semblent être des vertus et qui feraient la ruine du prince, de même il en est d'autres qui paraissent être des vices, et dont peuvent résulter néanmoins sa sécurité et son bien-être¹⁷.

n'est pas le fruit du cynisme, mais une simple constatation de la réalité telle qu'elle est, et non telle que l'on voudrait qu'elle soit. Celui qui s'occupe de géopolitique ne doit pas craindre de passer pour un cynique car, en tout état de cause, la réalité sera toujours plus cynique que la représentation la plus froide et la plus détachée qu'il aura essayé d'en donner.

Le cynisme est l'un des nombreux chefs d'accusation contre la géopolitique, à laquelle on reproche souvent de représenter ces «vices» sans les accompagner d'une adéquate indignation morale. C'est une imputation qui paraît risible dès lors que l'on compare par exemple le travail du géopoliticien avec celui du médecin : auquel on demande de savoir reconnaître les symptômes d'une maladie comme condition pour pouvoir la traiter – pas de s'indigner face à elle.

C'est précisément parce que l'on pense trop souvent que la politique est le terrain d'action de la « libre volonté », que la géopolitique est accusée de démolir ceux qui souhaitent se consacrer à combattre ces «vices» et à rendre le monde meilleur. Il se passe en fait exactement le contraire : si nous voulons que l'action soit efficace, il faut avant tout étudier la réalité telle qu'elle est et non telle que nous souhaiterions qu'elle soit. Aussi horrible soit-elle – et elle l'est d'ailleurs très souvent.

Ce n'est que si le diagnostic est correct que l'on aura les outils pour intervenir ; s'en remettre aux rêves, aux bons sentiments et à l'espoir signifie gaspiller tout un capital de passions, de courage et de volonté en le remettant entre les mains de ceux qui l'exploitent pour perpétuer ces « vices » ; à l'enthousiasme succéderont la frustration et l'amertume, car chaque illusion est suivie d'une désillusion égale et opposée. La seule manière de pouvoir agir librement est de connaître les limites qui entravent la volonté.

Or c'est en cela que consiste, précisément, la tâche de la géopolitique.